

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.64117

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

(deutsche Reichspost) und Amerika einen »regelmäßigen öffentlichen Fernsehdienst« (S. 240, 265). Der Zweite Weltkrieg verhinderte den kommerziellen Verkauf von Fernsehempfängern in den USA (S. 279). Verschiedene Sender mußten geschlossen werden oder die Fernsehstationen verfügten über reduzierte Sendezeiten. Das Fernsehen wurde von den verschiedenen Armeen als Verteidigungswaffe konzipiert (S. 294), als »Störsender«, als Teil eines Raketenentwicklungsprogramms (S. 305), als fernsehkameragesteuerte Raketen, als Radar und als thermische Zielsuchköpfe (S. 305) gebraucht. Nach dem Krieg konnte das Fernsehen seine kommerzielle und technische Laufbahn wieder aufnehmen und holte alles nach, was es in den Kriegsjahren versäumt hatte. Es wurde schnell zum Volksmedium und zur wichtigsten Unterhaltung überhaupt.

Diese Chronik der Fernsehtechnik (so sollte das Buch eigentlich heißen) gehört zweifelsohne zu den Standardwerken. Nur verhindert der Umfang der Recherche (400 Jahre Technik) eine nähere Analyse der politischen Entscheidungen jeder Nation. Oft möchte der Laie mehr erfahren, da die chronologische Beschreibung und die systematische Analyse der Patente mit Schnappschußaufnahmen zu vergleichen sind. Der Wissensdurst des Lesers bleibt also ungestillt.

Laurence COMBES, Strasbourg

Bilanz und Perspektiven der DDR-Forschung, hg. von Rainer EPELMANN, Bernd FAULENBACH, Ulrich MÄHLERT, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2003, 557 p.

Cette somme imposante a été patronnée par la Fondation pour l'élucidation de l'histoire et des conséquences de la dictature SED en Allemagne de l'Est, qu'a créée le *Bundestag* en 1998. D'anciens dirigeants de la dissidence protestante, entrés en politique après la réunification, Rainer Eppelmann et Markus Merkel, ont inspiré le projet, auquel une cinquantaine d'historiens ont apporté leur contribution. L'ouvrage se veut en même temps un hommage, rendu pour ses 75 ans, au professeur de Mannheim Hermann Weber, »le Nestor de la recherche« sur le sujet en République fédérale. Comme d'autres spécialistes du mouvement communiste, celui-ci, de famille ouvrière, y avait milité dans sa jeunesse, avant d'effectuer »le passage difficile de communiste convaincu à démocrate engagé«. Réfractaire aux déformations des propagandes opposées, il s'est toujours efforcé à l'objectivité, en combinant rigueur et compréhension. »Si bien, écrit-on, qu'après le bouleversement de 1989–1990, il n'eut pas à réécrire ses œuvres, mais il put certes les approfondir sur la base des archives maintenant accessibles et les compléter de nouvelles pièces«.

En effet ce »tournant« (*Wende*) n'a pas seulement changé l'optique sur le régime qui s'effondrait, paraissant le réduire à une parenthèse de quarante ans, ou, selon une formule caustique, à »une note en bas de page à l'histoire universelle«. Comme toutes les ruptures révolutionnaires, il a ouvert d'un coup toutes ses archives (alors que celles de la RFA pratiquent en principe la règle des trente ans). Les études antérieures ont été remises en question et nombre de jeunes historiens se sont intéressés à un chantier prometteur. Cette intense activité se reflète dans la bibliographie de 200 titres, allemands et quelquefois russes, en grande majorité récents, qui, articulée par rubriques, regroupe à la fin toutes les références. Méthodiquement, les études passent en revue les différents aspects, politiques, économiques, sociaux, culturels, internationaux, dressant l'état de la question et signalant les pistes de recherche à creuser. Il n'a pas paru nécessaire de broser les portraits des leaders, car il existe déjà toute une série de dictionnaires spécialisés. Ce panorama très complet constitue un instrument de travail de premier ordre, qui sera beaucoup consulté.

Au fil de la lecture, relevons seulement ici quelques lignes de force. La période de gestion directe en »zone soviétique d'occupation« a été déterminante pour l'orientation. Par la suite, la direction est-allemande a pris quelque autonomie, mais elle est toujours demeurée

sous la tutelle du »Grand Frère« et n'a manifesté des velléités d'émancipation que dans la phase ultime de la perestroïka. Un éclairage neuf est donné sur le remplacement au secrétariat général de Walter Ulbricht par Erich Honecker en 1971: une relève de génération certes, le repli de l'*Abgrenzung* sur l'»État socialiste de la nation allemande«, et aussi un coup de frein au lancement de réformes jugées périlleuses. L'accès aux archives du ministère de la Sécurité (*Stasi*) fait mieux ressortir d'autre part la dialectique de la résistance et de la répression: à cet égard, la révolte berlinoise du 17 juin 1953 et la déchéance du chanteur Wolf Biermann de ses droits de citoyen en 1976 marquent des étapes. Si le développement de l'économie fait belle figure parmi les démocraties populaires, la productivité n'atteint que le tiers de celle de la République fédérale. La moisson exceptionnelle de médailles olympiques, qui impressionne le monde, est acquise par une politique volontariste du sport, jusqu'à »la manipulation pharmacologique«. En revanche la politique des médias se heurte au »poison de l'éther«, c'est-à-dire à l'écoute des émissions de l'Ouest, que la police ne sait pas empêcher. Ce point mériterait d'être creusé davantage, car cette faille, plus accentuée que dans tout autre État communiste, prive le pouvoir de l'exclusivité de l'information, arme indispensable au contrôle idéologique de l'opinion.

Si »la discussion engagée depuis 1990 sur la dictature SED«, sur »la deuxième dictature allemande« est abondamment traitée, on ne recherchera pas ici le discours de justification que tenait le régime sur lui-même. Le recueil cite peu ses coryphées, qui exaltaient l'État antifasciste, l'aboutissement des luttes ouvrières, »l'avant-poste occidental du camp socialiste«. Il ignore les auteurs français qui nous ont transmis les échos de cette apologie: le regretté Gilbert Badia, en pleine solidarité, et Georges Castellan, avec plus d'indépendance. Il présente les associations de victimes de la répression, mais sauf une allusion au film »Good bye Lénine«, à l'audience significative, il ne prend guère en compte l'amertume des anciens partisans du régime. Il aurait pu développer l'analyse de ce courant nostalgique, assurément minoritaire, qui survit en profondeur et qui s'exprime dans les scrutins, surtout à Berlin-Est.

Pierre BARRAL, Montpellier

Martin SABROW, Ralph JESSEN, Klaus GROSSE KRACHT (Hg.), *Zeitgeschichte als Streitgeschichte. Große Kontroversen seit 1945*, München (C. H. Beck) 2003, 377 p. (Beck'sche Reihe, 1544).

L'intérêt de ce livre tient d'abord à sa nouveauté: il montre comment pour la première fois, après 1980, des publications traitant de l'histoire contemporaine ont suscité en Allemagne des débats souvent très vifs non seulement entre historiens mais aussi dans les journaux, les revues, la radio et la télévision.

La première controverse avait pour sujet la thèse de l'historien Fritz Fischer qui mettait en lumière »la part de responsabilité de l'Allemagne dans le déclenchement de la guerre de 1914«. Certes la discussion fut vive mais elle abordait des événements qui remontaient à une quarantaine d'années, tandis que les débats ultérieurs concernaient l'histoire contemporaine proprement dite, qu'il s'agisse de la querelle des historiens de l'histoire de la RDA, du livre de Goldhagen ou de l'exposition illustrant les crimes de la *Wehrmacht*. Et c'est alors seulement que la presse et la télévision se sont emparées de ces sujets qui n'étaient plus désormais l'apanage des seuls historiens.

Le thème qu'aborde Martin SABROW: l'effondrement du régime de la RDA et ses conséquences a suscité force controverses. L'auteur utilise (une seule fois il est vrai) l'expression de »Die deutsche Diktatur« (impropre selon moi) pour désigner ce régime. Dans un article ultérieur, Christoph KLESSMANN insiste sur la nécessité – s'agissant de l'ex-RDA en particulier – de relativiser le terme de dictature (ce qu'avaient déjà affirmé, de leur côté, K. H. Jarausch et P. Steinbach (p. 253 et 261, notes 36). Au lendemain de l'effondrement du régime de la RDA